bulletin nyéléni

numéro 54
décembre 2023

www.nyeleni.org
info@nyeleni.org

Illustration: Andrea Medina pour ETC Group
facebook.com/andreammedinagraphic/

qui sommes-nous?

Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la Souveraineté Alimentaire dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au Forum International Nyéléni 2007, au Maili, et se sentent membres d'un mouvement pour la Souveraineté Alimentaire plus large, qui considère la déclaration Nyéléni 2007 comme leur plateforme politique. Le bulletin Nyéléni est la voix de ce mouvement international.

Organisations impliquées: AFSA, CIP pour la Souveraineté Alimentaire, ETC Group, FIAN, Focus on the Global South, Forum mondial des populations de pêcheurs, GRAIN, Grassroots International, La Marche mondiale des femmes, Le Forum mondial des travailleurs de la pèche, Les Amis de la Terre international, Radio Mundo Real, Transnational Institute, Via Campesina, VSF-Justicia Alimentaria Global, WAMIP, WhyHunger.

éditorial

comment les plateformes multilatérales et autres plateformes internationales affectent-elles la souveraineté alimentaire?

Pour de nombreux gouvernements et décideurs politiques, l'alimentation en est venue à être considérée comme une marchandise plutôt que comme un droit. La gouvernance alimentaire mondiale sert de plus en plus les intérêts des entreprises par le biais d'accords favorables au marché et aux entreprises qui sont normalisés dans un large éventail d'institutions multilatérales. Les moyens de subsistance des populations et la nature font l'objet d'un commerce par le biais d'accords économiques et financiers qui profitent aux entreprises et aux élites dans différents secteurs et pays, mais qui menacent les conditions nécessaires à la souveraineté alimentaire des populations. Cette menace est aujourd'hui aggravée par les approches techno-fixes des entreprises face aux crises du changement climatique et de la biodiversité.

Dans ce numéro de la newsletter Nyéléni, nous décrivons comment les tendances des plateformes multilatérales et internationales ont un impact sur la souveraineté alimentaire qui sera décisif pour l'avenir de l'alimentation et de l'autodétermination des peuples. Nous décrivons les différents processus par lesquels des échanges injustes se perpétuent et des concepts opaques sont promus.

Alors que les forums sur le commerce et l'investissement continuent de faire progresser les systèmes alimentaires industriels et les chaînes d'approvisionnement mondiales, la prolifération de ce que l'on appelle les "solutions fondées sur la nature" (SFN) masque de nouvelles façons de marchandiser la nature, les territoires et les moyens de subsistance. En assignant à la terre, au sol, à l'eau, aux forêts et à la biodiversité la tâche impossible de compenser la pollution causée par des industries situées ailleurs en échange d'une rémunération monétaire, un nouveau front de fermeture des biens communs s'ouvre, qui est rendu possible, mesuré et contrôlé par les nouvelles technologies. La mainmise des entreprises sur les agendas politiques et économiques est un facteur commun à tous ces scénarios ; elle s'étend et s'intègre dans les institutions multilatérales par le biais du multistakeholderism. Le sommet sur les systèmes alimentaires de 2021 et la création ultérieure d'un centre de coordination des systèmes alimentaires des Nations Unies, qui cherche à détourner la conversation en cours sur la gouvernance alimentaire, en sont un exemple flagrant. Un autre exemple est la discussion sur les données pour la sécurité alimentaire et la nutrition au sein du Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), menée par nul autre que la Fondation Bill et Melinda Gates.

Il est clair que nous devons collectivement nous mobiliser et résister à une échelle encore plus grande et plus coordonnée qu'auparavant pour contester et inverser ces tendances dans toute une série d'arènes multilatérales et d'autres arènes de "négociation".

ETC Group, FIAN International, Focus on the Global South

encadré 1

Digitalisation des systèmes alimentaires: les 'Big Data' (les données massives) ne nous nourriront pas

Lors de sa cinquante et unième session, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a émis des recommandations pour la collecte de données sur la sécurité alimentaire. Depuis 2021, le Mécanisme de la Société Civile et des Peuples Autochtones (MSCPA/CSIPM) a insisté sur le fait que la collecte de données ne résoudra pas les problèmes historiques et structurels qui sont au cœur de la faim et de la malnutrition. Des aspects tels que la gouvernance de la numérisation, les conflits d'intérêts (étant donné que les principaux promoteurs de la "recollection des données" sont les techno-titans du monde), l'importance d'autres systèmes de connaissances, les impacts environnementaux des outils numériques et la nécessité d'évaluer la numérisation des systèmes alimentaires ont été portés à l'attention des négociations par le CSIPM. Voici les propos de Patti Naylor, membre de la National Family Farm Coalition et coordinatrice du groupe de travail sur les données de la CSIPM lors de la séance plénière du 24 octobre[1]:

Ces recommandations politiques sont insuffisantes dans de nombreux domaines. Les dangers pour la sécurité alimentaire future et l'environnement n'ont pas été abordés, pas plus que la surveillance et les violations de la vie privée ou le contrôle monopolistique des processus numériques qui permettent aux entreprises de contrôler le système alimentaire mondial. Le document insiste sur les "données" comme outil pour atteindre la sécurité alimentaire, alors que d'énormes quantités de données sont déjà collectées et ne conduisent pas aux politiques nécessaires. L'extraction de données rejoint l'exploitation du travail humain et l'extraction des ressources naturelles. Alors que la gravité des risques devient de plus en plus évidente, ces discussions autour des données et des technologies numériques doivent se poursuivre.

1 - https://www.csm4cfs.org/fr/declaration-du-groupe-de-travail-sur-les-donnees-du-mscpa-lors-de-la-conference-cfs51/

sous les feux de la rampe 1

Alerte rouge: 'SfN' et 'la technologie de la nature' sont des pièges techno-fix !

L'idée de "solutions fondées sur la nature" (SfN) semble positive et inoffensive, mais n'est en fait ni l'une ni l'autre. Il s'agit d'un terme très ambigu, de plus en plus utilisé pour blanchir les profits des entreprises par le biais d'arènes politiques censées s'attaquer aux crises mondiales du climat, de la biodiversité et de l'alimentation. En raison de cette ambiguïté, la SfN est utilisée pour promouvoir une grande variété de propositions, allant des plantations à la conservation des zones humides, en passant par le génie génétique des plantes et des microbes du sol[1]. Les approches techniques et basées sur le marché, ainsi que l'accent mis sur l'"amélioration" de la nature (y compris en excluant les populations de leurs terres) sont à l'ordre du jour.

En 2022, la SfN a été intégrée dans une série d'accords intergouvernementaux, notamment dans : quatorze résolutions de la cinquième Assemblée des Nations Unies pour l'environnement ; le plan de mise en œuvre de la COP 27 de la CCNUCC à Charm el-Cheikh ; le cadre mondial pour la biodiversité de la Convention sur la diversité biologique Kunming-Montréal ; et une résolution de la COP 14 de la Convention de Ramsar sur les zones humides[2]. Cette évolution s'est accompagnée d'une avalanche de propositions de NbS de la part des entreprises: *"Le nombre de "promesses SfN" des entreprises a explosé. Mais comme il n'y a tout simplement pas assez de nature pour tout le monde, les entreprises font pression sur les moyens technologiques pour "améliorer" la nature, tels que les projets de bioénergie avec captage et stockage du carbone (BECCS) et d'autres technologies de géo-ingénierie."* [3]

Le Forum Economique Mondial (FME/WEF) cimente également de manière insidieuse l'approche technofixe comme essentielle à la SfN, en affirmant que "les solutions basées sur la nature peuvent être transformées par les technologies de la nature en solutions évolutives, transparentes et dignes de confiance"[4]. Le Forum Mondial de l'Environnement (FME/WEF) fait ici un récit soigneusement formulé sur les "technologies de la nature" à connotation positive, afin de promouvoir les technofixes comme la seule voie à suivre. Ce n'est pas seulement faux, c'est aussi une dangereuse distraction des vraies solutions.

Le terme "technofix" est généralement compris comme une solution technique à un problème urgent. Toutefois, il ne s'agit généralement que d'une "solution" qui s'attaque aux symptômes, mais pas aux causes profondes du problème (parce que les promoteurs de la "technofix" feraient faillite). Les technofixes peuvent également accroître les risques d'impacts négatifs. Par exemple, des technologies de Gestion du Rayonnement Solaire (GRS/SRM) ont été proposées pour réfléchir la lumière du soleil dans l'espace[5]. Ces technologies pourraient avoir des répercussions incalculables sur les conditions météorologiques et la production alimentaire, mais pourraient néanmoins être difficiles à arrêter une fois lancées, en raison du risque de "choc de terminaison" - une accélération rapide du changement climatique qui rendrait l'adaptation infiniment plus difficile qu'elle ne l'est aujourd'hui[6], y compris pour les producteurs de denrées alimentaires.

Il est alarmant de constater que le programme technofix gagne du terrain si rapidement, alors que les conséquences pourraient être si graves. Cela semble être dû en partie au fait que le développement technologique est considéré comme politiquement neutre et toujours progressif - même si ce n'est pas le cas[7] - et en partie à une confiance inconsidérée dans les entreprises pour fournir des technologies pour le bien public. Ces déséquilibres de pouvoir sont rarement révélés ou combattus. Au sein de la société civile, nous devons collectivement contester et discréditer l'utilisation des techno-fixes dans tous les forums politiques.

1 -https://www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/geoengineering_in_climate_negotiations_final.pdf
2 - https://research-and-innovation.ec.europa.eu/research-area/environment/nature-based-solutions_en
3 - Citation de la declaration *Non aux Dépossessions Basées sur la Nature,* Mars 2022: https://www.wrm.org.uy/fr/declaraciones/declaration-non-aux-solutions-fondees-sur-la-nature
4 - https://www.weforum.org/agenda/2022/12/nature-based-solutions-are-essential-for-tackling-the-climate-and-biodiversity-crises/
5 - https://www.geoengineeringmonitor.org/cat/technologies/solar_radiation/
6 - https://www.geoengineeringmonitor.org/2022/03/high-risk-geoengineering-technologies-wont-reverse-climate-breakdown/
7 - https://www.etcgroup.org/fr/content/la-politique-de-la-technologie

sous les feux de la rampe 2

Le régime mondial de commerce et d'investissement : formaliser le vol et la destruction

Le régime mondial du commerce et de l'investissement repose sur une histoire d'extractivisme et d'exploitation de la nature, de la main-d'œuvre et des richesses par des entreprises provenant principalement du Nord, mais aussi de plus en plus du Sud. Ce régime, dont les racines remontent à l'ère coloniale, est une force politique et économique puissante qui menace la souveraineté alimentaire des peuples, subvertit le multilatéralisme démocratique et met la planète en danger. La création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 1995 a marqué un tournant dans l'architecture du commerce mondial. De nombreux gouvernements se sont félicités de la mise en place d'un système commercial multilatéral fondé sur des règles. En réalité, les règles de l'OMC ont favorisé les intérêts économiques des pays riches, en plaçant l'accès au marché au centre de toutes les négociations. Ses nombreux accords sur l'agriculture (AsA), les droits de propriété intellectuelle (Accord sur les ADPIC), l'industrie (Négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles - AMNA), les normes de santé/sécurité (Mesures sanitaires et phytosanitaires - SPS), les services (Accord Général sur le Commerce des Services - AGCS), les investissements, les marchés publics, la facilitation des échanges, la pêche, le commerce électronique et les services environnementaux sont conçus pour assurer le contrôle des entreprises sur les biens et les services nécessaires à la vie quotidienne par le biais d'une libéralisation progressive des échanges.

Au cours des deux dernières décennies, l'OMC a été accompagnée par un nouveau type d'accords de libre-échange (ALE) et de partenariats économiques qui peuvent être bilatéraux, plurilatéraux, régionaux et transrégionaux, par exemple le Partenariat Economique Régional Global (PERG/RCEP), l'Accord global et Progressif pour le Partenariat Transpacifique (CPTPP) et, plus récemment, le cadre indo-pacifique pour la prospérité (IPEF en anglais). Ces accords sont plus ambitieux que l'OMC en ce qui concerne la possibilité pour les entreprises étrangères d'opérer sur les marchés nationaux, la protection de la propriété intellectuelle, la protection des investisseurs et l'élaboration d'une réglementation nationale. Les dispositions "ADPIC plus" des ALE permettent aux entreprises pharmaceutiques de s'approprier les données relatives à la sécurité et à l'efficacité des médicaments, d'étendre de facto la durée des brevets et de créer des monopoles pharmaceutiques, ainsi que de retarder considérablement la production et la commercialisation des médicaments génériques. Elles exigent également des pays participants qu'ils adhèrent aux règles de l'Union internationale pour la Protection des Obtentions Végétales (UPOV) et s'y conforment, ce qui favorise les entreprises agro-industrielles et biotechnologiques.

L'une des dispositions les plus dangereuses de ces accords est la protection des droits des investisseurs par le biais de mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS), qui permettent aux investisseurs de poursuivre les gouvernements au sujet des politiques publiques, des lois et des réglementations qui limitent leurs activités et leurs profits, notamment en matière de fiscalité, de droit du travail, de droit de l'environnement et de pollution. Les arbitrages ISDS entraînent des coûts énormes pour les contribuables en termes de frais juridiques, de comparutions devant les tribunaux et de paiements de dommages, et découragent les gouvernements de réglementer dans l'intérêt public.

L'OMC et les accords de libre-échange sont le reflet d'une mondialisation axée sur les entreprises et privilégient les opportunités de profit pour ces dernières au détriment des droits et des capacités des petits producteurs de denrées alimentaires, des travailleurs, des peuples indigènes et des autres populations. Ils supplantent les conventions multilatérales sur les droits de l'homme, l'environnement et la biodiversité, et faussent les concepts de durabilité, d'inclusion et de responsabilité. Les échecs structurels de ce modèle et de son régime de gouvernance sont évidents dans les crises alimentaires, financières et de santé publique récurrentes, l'effondrement des chaînes d'approvisionnement, la dépossession des petits producteurs de denrées alimentaires et l'accélération du changement climatique. Les négociations sont caractérisées par des asymétries de pouvoir entre les pays, des accords opaques en coulisses et une coercition qui se fait passer pour un consensus. Ce régime doit être démantelé et la gouvernance en matière de commerce et d'investissement doit être ancrée dans les principes de souveraineté alimentaire, de droits des peuples, de dignité, de solidarité et de respect de la nature.

l'écho... 1

Négociations secrètes sur l'avenir de le économie indo-pacifique

Alors que les accords commerciaux internationaux continuent d'évoluer, le cadre économique indo-pacifique (IPEF) est en cours de négociation entre plusieurs pays de la région Asie-Pacifique. Sous la houlette des États-Unis, ses membres sont l'Australie, le Brunei Darussalam, les Fidji, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la République de Corée, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Viêt Nam. Malgré ses prétentions à la coopération économique transrégionale, ses détracteurs affirment que l'IPEF est conçu pour promouvoir les intérêts des entreprises américaines et leur permettre d'influencer la réglementation nationale dans des secteurs critiques tels que l'agriculture, le travail, l'environnement, l'industrie manufacturière, les services et la technologie numérique. L'un des principaux points de discorde concernant l'IPEF (comme d'autres accords de commerce et d'investissement) est le caractère secret des négociations, qui exclut tout contrôle public et démocratique, ainsi que tout mécanisme de vérification et d'équilibrage.

Joseph Purugganan, de Focus on the Global South, a résumé les préoccupations de la société civile en déclarant[1]: *"Le consensus était évident: L'IPEF, bien qu'il soit présenté comme un nouveau modèle de commerce, semble être fortement orienté vers les méga-corporations et les géants de la technologie. Le manque de transparence dans ses négociations et la hâte avec laquelle il a été finalisé, aggravés par le bras de fer géopolitique entre les États-Unis et la Chine dans la région Asie-Pacifique, sont autant de signaux d'alarme. Les gouvernements sont invités à réfléchir attentivement, à placer le bien-être de leurs citoyens au-dessus des bénéfices des entreprises et à s'assurer que l'IPEF, par essence, s'aligne sur les aspirations et les droits de ces citoyens."*

1 - https://focusweb.org/press-release-indo-pacific-economic-framework-ipef-under-scrutiny-civil-society-raise-alarms-on-its-potential-consequences/

l'écho... 2

Exclusion et discrimination au Forum Mondial de l'Alimentation de la FAO

Melissa Gómez Gil de MAELA Colombie

Le Forum Mondial de l'Alimentation de la FAO a mis en évidence l'exclusion et la discrimination des populations et des communautés historiquement marginalisées, telles que les jeunes, les femmes et les communautés rurales. Là-bas, des espaces de dialogue et de partage d'expériences ont été créés, mais sans les outils et les mécanismes d'interprétation. Les conditions d'hébergement et de nourriture n'étaient pas adéquates pour les personnes qui sortions de nos territoires, peut-être pour la première fois, pour aller dans un pays où la valeur de la monnaie nationale est multiplié par trois.

Nous avons senti que notre droit à l'alimentation a été violé en nous offrant leurs miettes parce qu'ils pensent que nous sommes habitués à un système violent d'inégalité sociale et que cela reproduit clairement l'état d'inégalité dans lequel nous vivons dans nos territoires et la xénophobie qui est vécue dans les pays du « premier monde ». Peut-être que l'expérience pour certains a été intéressante pour le simple fait d'être à Rome ou d'être au siège principal de la FAO, mais la vérité est que pour les jeunes du mouvement social cette expérience fut traumatisante et n'offrait pas les garanties ni conditions dignes pour participer.

sous les feux de la rampe 3

L'hydre aux mille têtes : Comment les entreprises privatisent le processus décisionnel international

Le pouvoir des entreprises, l'industrialisation de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture, et la concentration du marché dans les systèmes alimentaires continuent d'augmenter. Le fait de s'asseoir à la table des décisions de diverses institutions publiques internationales a permis de maintenir et d'accroître le pouvoir des entreprises. Comment les entreprises accroissent-elles leur influence au sein des agences des Nations Unies qui traitent des questions importantes liées à la souveraineté alimentaire ?

- Soixante-dix pour cent du budget de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) provient de contributions volontaires, notamment de philanthropies et d'associations d'entreprises. La FAO ne divulgue pas le montant des fonds qu'elle reçoit du secteur privé.
- La FAO a intensifié sa collaboration avec le secteur des entreprises dans son cadre stratégique pour 2022-2031. Outre Crop-Life International, elle a signé des accords avec l'Association internationale des engrais, Google et Unilever, entre autres. Source: https://www.fian.org/files/files/draft1-FR-final.pdf
- Coca-Cola était l'un des sponsors de la COP 28 sur le climat à Sharm El Sheikh, en Égypte. Le directeur général de l'Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC) supervisera le prochain cycle de négociations sur le climat mondial en tant que président de la COP28, organisée par les Émirats Arabes Unis (EAU). Source: https://kickbigpollutersout.org/articles/world-groups-condemn-announcement-oil-executive-cop28-president et https://gizmodo.com/coca-cola-sponsor-cop27-climate-change-1849716645
- Crop-Life International participe à des groupes d'experts techniques de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB). Des associations d'entreprises telles que le Conseil Mondial des affaires pour le Développement Durable et le Forum Economique Mmondial, qui comprennent de grandes entreprises agroalimentaires, ont établi des coalitions pour promouvoir des solutions durables qui protègent les intérêts des entreprises mais ne font rien pour l'environnement. Les exemples incluent des mécanismes de compensation (tels que "Pas de perte nette", "Gain net", "Nature positive" et "Solutions basées sur la nature"), l'autodéclaration, l'autorégulation et l'autocertification. Source: https://www.foei.org/fr/publications/influence-entreprises-nature-affaires-rapport/

Un autre moyen d'accroître l'influence des entreprises au sein des institutions de l'ONU consiste à modifier le mode d'élaboration des politiques. Au lieu de s'appuyer sur des processus intergouvernementaux de négociation avec des règles du jeu claires, de nombreuses formes d'initiatives multipartites avec des résultats politiques informels et une forte présence de réseaux favorables aux entreprises se multiplient.

Le sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, organisé en 2021 par le secrétaire général des Nations Unies, a été la plus importante de ces initiatives jusqu'à présent. Bien que les gouvernements n'aient pas convenu d'un plan d'action, un centre de coordination des systèmes alimentaires des Nations Unies - hébergé par la FAO et dirigé conjointement par le vice-secrétaire général des Nations Unies et les chefs des agences basées à Rome (FAO, Programme Alimentaire Mondial-PAM et Fonds International de Développement Agricole-FIDA), l'OMS et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) - a été créé en tant que structure parallèle aux institutions existantes telles que le Comité des Nations Unies sur la Sécurité Alimentaire Mondiale (CFS). Ce centre bénéficie d'un budget plus de deux fois supérieur à celui du CSA, alors que ce dernier continue à lutter pour son financement. Les gouvernements nationaux ne font pas partie de la structure de gouvernance de ce Hub. En d'autres termes, une bureaucratie onusienne favorable aux entreprises décide de facto des politiques à promouvoir.

Le Forum Mondial de l'Alimentation de la FAO (WFF) est un grand événement qui tente de mettre en relation les investisseurs et les pays. Il s'articule autour de trois piliers principaux : le Forum mondial de la jeunesse, le Forum de la science et de l'innovation et le Forum de l'investissement main dans la main. Il offre une grande plateforme aux acteurs du monde des affaires pour promouvoir leurs solutions commerciales. (Voir l'encadré sur les lectures complémentaires).

La démocratisation de la prise de décision concernant les systèmes alimentaires est au cœur même du mouvement pour la souveraineté alimentaire. Nous devons contrer la mainmise des entreprises sur les Nations Unies. En nous appuyant sur notre vision de la souveraineté alimentaire, de la souveraineté des peuples et des droits de l'homme, nous devons développer davantage nos propositions et nos stratégies pour une gouvernance alimentaire mondiale inclusive et la démocratisation des Nations Unies dans un sens plus large.

l'écho des campagnes 3

Tsunami numérique : Une technologie qui n'est pas discutée avec les populations crée de l'exclusion et de la dépendance

Les témoignages suivants ont été recueillis au cours des deux années de discussion, entre diverses organisations paysannes, autochtones, communautaires locales et d'agriculteurs familiaux, sur la numérisation des systèmes alimentaires, à l'initiative du "Data Work Stream" inauguré par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) en 2021.

La numérisation dans l'agriculture et l'alimentation est perçue comme un moteur de profit, plus que comme une série d'outils et de processus qui peuvent faciliter le travail dans les champs et bénéficier à la majorité des agriculteurs non industriels. Les gens sont conscients que cette technologie n'a pas été développée par les peuples pour les peuples, mais qu'elle provient du monde des affaires et qu'elle a l'intention de créer une dépendance et une exclusion, tout comme d'autres innovations agricoles au cours de l'histoire. -Déclaration de vision sur les données du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (CSIPM)

"Un agriculteur est désormais contraint de produire de la nourriture d'une manière différente, qui n'est ni conventionnelle ni traditionnelle, mais qui dépend de la technologie." Moayyad Bsharad, région LVC-MENA, travailleur de la terre.

La sélection de certaines données et l'ignorance d'autres données sont parfois utilisées pour justifier un objectif politique ou lucratif. Un exemple d'objectif politique nous vient du territoire palestinien occupé de Gaza. - Déclaration de vision de la CSIPM sur les données.

"En utilisant la collecte de données sur les systèmes alimentaires à Gaza et leur analyse par l'occupant qui détient le pouvoir, l'occupation israélienne a pu calculer une moyenne de calories par personne qui fait que les gens ne meurent pas de faim mais ne se sentent jamais bien nourris. Par cette militarisation de la nourriture basée sur des données calculées très précisément, l'occupation israélienne visait à exercer une pression directe sur la population de Gaza par le biais d'une forme de punition collective afin de la pousser à abandonner certains choix politiques qu'elle avait faits". Mariam Mohammad, Coalition de la société civile libanaise / Réseau arabe pour la souveraineté alimentaire.

le processus nyéléni, vers un forum mondial pour la souveraineté alimentaire 2025

Les voix de nos alliés

Dražen Šimleša, RIPESS Int. https://www.ripess.org

Le Réseau intercontinental pour la promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS Int.) n'envisage pas une économie sociale et solidaire (ESS) réelle et vivante sans souveraineté alimentaire et vice-versa - nos circonscriptions sont inséparables et se soutiennent mutuellement. Nous partons du principe que les polycrises actuelles sont enracinées dans les règles et la conception du système économique actuel. C'est pourquoi nous soutenons les potentiels de transformation dans la lutte globale pour un monde meilleur. Le domaine dans lequel ce système économique et politique destructeur et obsédé par la croissance est le plus visible est notre secteur alimentaire. Nous pouvons l'observer depuis la position des petits agriculteurs et des femmes dans les zones rurales jusqu'à la situation des sols et de la biodiversité, en passant par la santé publique et la monopolisation du secteur alimentaire. C'est pourquoi le travail sur la souveraineté alimentaire et l'agroécologie est important pour une économie sociale et solidaire. Nous considérons nos mouvements comme des ruisseaux d'une même rivière, comme des parties d'un même écosystème.

Au sein de la circonscription de l'ESS, nous travaillons déjà sur de nombreux points de croisement et de chevauchement. Nos membres sont actifs dans la promotion et la mise en œuvre de systèmes alimentaires territoriaux, de fermes collectives et de magasins agricoles (petites coopératives locales), de production et de transformation alimentaires collectives et partagées, de marchés publics territoriaux, de préservation des biens communs (terre, eau, semences, etc.), de solidarité entre producteurs et consommateurs avec des risques et des bénéfices partagés, et d'amélioration générale de la santé. C'est dans ces domaines, entre autres, que l'on peut voir le lien entre l'ESS et l'ES.

Notre contribution se traduit par la mise en évidence des programmes, projets et activités étroitement liés mentionnés ci-dessus.

Nous continuerons à travailler sur la solidarité au sein de nos sociétés et sur la nécessaire transformation de l'économie capitaliste néolibérale qui met en danger la planète, les petits producteurs alimentaires, les femmes, les minorités et tous les autres groupes qui ne suivent pas l'agenda du profit avant tout. RIPESS Int. peut également apporter son soutien au renforcement des capacités et des connaissances par le biais d'activités éducatives et de formations sur l'ESS et les FS.

encadré 2

Le financement pour le développement: une perspective systémique

Les luttes pour la souveraineté alimentaire sont totalement liées aux règles qui régissent l'économie mondiale. Qu'il s'agisse de la façon dont la spéculation et l'instabilité financières affectent les prix des denrées alimentaires, des carburants et des engrais, de la façon dont l'endettement insoutenable et les accords commerciaux injustes, enracinés dans la dynamique coloniale, ont maintenu tant de pays dépendants des importations de denrées alimentaires et de l'exportation de produits de base, ou de la façon dont la déréglementation de la finance mondiale a poussé les agriculteurs et les communautés rurales à quitter leurs terres, celles-ci étant achetées par des acteurs financiers à la recherche d'investissements rentables.

C'est là que le processus de financement du développement des Nations Unies (FdD) intervient en tant qu'espace permettant de faire avancer les changements systémiques dont nous avons besoin de toute urgence. Le processus du FdD est unique, car il s'agit du seul espace démocratique dans lequel la gouvernance économique mondiale est abordée, alors que les questions du changement climatique, des inégalités et des droits de l'homme restent au cœur du processus.

Le Forum pour le développement trouve ses racines historiques dans le mécontentement actif des pays du Sud face aux failles structurelles de l'architecture financière internationale et aux inégalités qui la caractérisent.

L'élan s'appuie sur la coopération internationale pour faire face à de multiples crises. Au cours des derniers mois, le processus de FdD de l'ONU a repris de l'ampleur grâce à deux avancées majeures : l'approbation par consensus d'une résolution présentée par le Groupe africain pour un processus intergouvernemental sur la coopération fiscale aux Nations Unies, et la dynamique qui se crée en vue de la quatrième Conférence sur le financement du développement, qui devrait avoir lieu en 2025.

Les questions de l'évasion fiscale et des flux financiers illicites, qui ont été soulevées par les pays en développement depuis le début du processus de financement du développement, coûtent chaque année aux gouvernements du monde entier des centaines de milliards de dollars en recettes fiscales perdues. Des décennies de déréglementation économique, de réductions d'impôts sur les sociétés et d'exonérations fiscales pour attirer les investisseurs étrangers ont permis une ruée mondiale vers les terres et la concentration du pouvoir des entreprises dans les systèmes alimentaires.

La quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra en 2025, sera un moment clé pour la mobilisation mondiale et la pression publique en faveur de la justice en matière de dette. Soutenir les demandes d'annulation de la dette et de réforme de l'architecture mondiale de la dette serait également pertinent pour les mouvements en faveur de la souveraineté alimentaire, car de nombreux pays piégés dans la dette ont été contraints de façonner leur économie autour d'exportations agroalimentaires industrielles destructrices à grande échelle, afin de gagner les dollars nécessaires au remboursement de la dette.

Dans la lignée du nouveau processus de Nyéléni et du prochain Forum Mondial de Nyéléni, les stratégies de création de systèmes alimentaires justes et écologiques ne peuvent être renforcées que par des alliances avec des organisations de la société civile et des mouvements sociaux exigeant une transformation systémique de l'architecture financière internationale.

Pour plus d'information, voir l'article écrit par Flora Sonkin et Iolanda Fresnillo, https://www.sidint.org/news/article-un-financing-development-best-chance-democratise-global-economic-governance

à lire, à écouter, à voir et à partager

- Multistakeholderism et la capture par les entreprises de la gouvernance alimentaire globale (anglais) - *https://food-systems4people.org/wp-content/uploads/2023/05/EN_Analysis-report-2023_FS4P.pdf*
- Le Mécanisme de la Société Civile et des Peuples Autochtones (MSCPA), Document de vision du MSCPA sur les données pour la sécurité alimentaire et la nutrition - *https://www.csm4cfs.org/fr/document-de-vision-du-mscpa-sur-les-donnees-pour-la-securite-alimentaire-et-la-nutrition/*
- Déclaration collective, Non aux ~~solutions~~ dépossessions basées sur la nature (anglais) - *https://www.etcgroup.org/content/no-nature-based-solutions*
- Lettre des organisations de la société civile au Ministre du Commerce sur la Cadre Economique Indo-Pacifique (IPEF) (anglais) - *https://focusweb.org/cso-letter-to-the-commerce-minister-on-the-indo-pacific-economic-framework-ipef-and-india-joining-the-trade-pillar/*
- Focus on the global South, Envisager un meilleur monde sans OMC (anglais) - *https://focusweb.org/publications/envisioning-a-better-world-without-the-wto/*
- FIAN International et Corporate Accountability, (anglais) Un Forum Alimentaire Mondial capture par les intérêts corporatifs (anglais) - *https://fian.org/files/is/htdocs/wp11102127_GNIAANVR7U/www/files/WEB_FACT-SHEET_13_10_2023_v3.pdf*

Ce bulletin d'information est soutenu par AEF, Brot für die Welt, ETC Group, FIAN, FoEI, Focus on the Global South, GRAIN, Grassroots International, IATP, Oxfam Deutschland, Oxfam Solidarity, Thousand Currents, TNI, Via Campesina, VSF-Justicia Alimentaria Global, WhyHunger.